

Quand mes amis viennent visiter la Chambre des communes et s'assoient dans les tribunes, ils repartent en me disant qu'ils ne s'étaient jamais rendu compte jusqu'à quel point ce qui se passe à la Chambre peut-être passionnant et excitant. Ce qui se passe ici peut-être passionnant et excitant. Cela peut être vraiment passionnant, comme dans le cas du débat sur la peine capitale et d'autres que nous avons connus. Ces débats sont à la gloire de notre pays et de la pensée qui sous-tend notre société. Je pense que nous devrions fournir aux Canadiens l'occasion de les voir et de les entendre parce que peu de gens les voient. Pour une personne qui lit le harsard, mille autres pourront voir ce qui se passe à la Chambre des communes.

Tous ceux de nous qui appuient les mesures du gouvernement à ce moment-ci—et je devrais dire qu'au début il ne s'agissait pas d'une mesure du gouvernement, mais d'une mesure présentée par de simples députés, dont moi-même—ont depuis les 12 ou 13 dernières années présenté des résolutions visant à faire téléviser les débats de la Chambre des communes. Ce n'est donc pas comme si cela venait tout juste d'être proposé et que le gouvernement venait tout juste d'en prendre conscience. Comme tellement d'autres choses que le gouvernement fait, il fait peut-être les bonnes choses pour ce qui semble parfois être les mauvaises raisons. Je laisserai le bénéfice du doute aux ministériels parce que ce n'est pas le moment d'ergoter à ce sujet.

Je ne veux pas faire la même chose que le député de Grenville-Carleton (M. Baker). Il est difficile de savoir s'il appuie la mesure ou non, mais il a profité de l'occasion pour critiquer le gouvernement à propos de toutes sortes de choses qui n'ont rien à voir avec le débat.

En écoutant le débat ce soir, je me suis demandé qui aurait le plus d'avantage à ce que les délibérations soient diffusées ce soir. Je pense que c'est le chef de mon parti parce que c'est lui qui a prononcé le discours le plus intelligent. Le prochain aurait été le leader du gouvernement à la Chambre et, en dernier lieu, il y aurait eu le porte-parole du parti conservateur parce que le public aurait vu dans son discours une sorte de manigance. A mon avis, c'est peut-être l'une des choses que craint l'opposition officielle.

Il n'y a aucun doute que si le gouvernement prend probablement une bonne initiative, ce n'est pas pour la bonne raison, mais qu'il se hâte probablement de le faire parce qu'il a de graves ennuis. Tout comme moi, le gouvernement a analysé la situation et a constaté que la diffusion des débats de la Chambre des communes lui sera favorable tout en étant préjudiciable à l'opposition. Je ne veux pas dire que cela sera à cause d'un usage machiavélique de la télévision. Cependant, selon moi, il est extrêmement important que même si c'est ce qui arrivera si l'on téléviser les débats de la Chambre, nous commencions à les diffuser, et ce le plus rapidement possible. A mon avis, il ne faut pas retarder la réalisation de ce projet pendant longtemps encore.

Nous n'avons jamais eu autant besoin de diffuser les débats de la Chambre qu'à l'heure actuelle. Par exemple, je pense à certains Canadiens anglophones qui me disent que les ministériels sont tous des Canadiens français, que le parti au pouvoir ne compte que des Canadiens français. C'est une idée que se font bien des gens au Canada. Bien entendu, ce n'est pas vrai. D'autre part, il y a des Québécois qui disent que le gouvernement est entre les mains des Anglais. Il est temps que les

Radio-télédiffusion des délibérations de la Chambre

Canadiens voient à quoi ressemble le Parlement et, constatent que le Canada français et le Canada anglais y sont représentés, qu'il y a du bon tant chez les anglophones que chez les francophones, qu'il y a de la sincérité des deux côtés et comment certains d'entre nous luttons pour garder l'unité du Canada. A mon avis, si nous diffusons les débats de la Chambre, l'important débat qui a lieu actuellement dans notre société ne peut avoir que de bons résultats. Plus tôt nous le ferons, car le moment est critique, et mieux nous serons placés pour régler ce que je considère être un problème très sérieux et que nous devons résoudre le plus tôt possible. A mon avis, la seule façon de dissiper une partie de l'ignorance et des préjugés qui entourent les activités de la Chambre serait de laisser le peuple voir par lui-même qui sont ceux qui représentent notre pays.

Vous pourrez prétendre que certaines des choses qu'ils verront ne seront pas très agréables. C'est très bien. Les Canadiens ont l'estomac assez solide pour le supporter. Je me bornerai à répéter ce que Cromwell disait lorsque quelqu'un lui demandait comment il voulait être peint: «Qu'on me représente avec toutes mes verrues.» Montrons-leur leurs parlementaires avec leurs verrues. Ces verrues ne sont pas assez répugnantes pour détruire ce que je crois être une représentation favorable de l'institution qui adopte les lois de notre pays.

J'aimerais revenir un peu sur ce que j'ai commencé à dire au sujet de l'effet qu'aurait la télévision, à savoir qu'elle serait à l'avantage du gouvernement et au préjudice de l'opposition, du moins au début. En effet, à l'heure actuelle la presse écrite semble profiter de chaque occasion pour attaquer le gouvernement et le faire paraître pire qu'il ne l'est en réalité, si cela est possible. Mais la tendance des media chez nous—et ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un gouvernement libéral, ils feraient la même chose pour un gouvernement conservateur ou NPD—la tendance actuelle des media est d'attaquer toutes les institutions.

C'est quelque chose qui s'est préparé au cours des dernières années et la seule explication que je puisse en donner—et je ne veux pas dire que les media peuvent y changer quoi que ce soit; je ne crois pas qu'ils soient en mesure de le faire parce que c'est dans la nature même des choses—c'est qu'au cours des dernières années, à cause de la baisse du nombre de journaux, de stations de télévision et de radiodiffusion se faisant concurrence, les media ont senti qu'on leur demandait de prouver leur intégrité et de montrer qu'ils ne forment pas une institution, bien qu'il s'agisse effectivement de l'établissement le plus important au pays. Les media sentent le besoin d'attaquer n'importe quelle institution, qu'il s'agisse de la Commission des accidents de travail, du gouvernement de l'Ontario, du gouvernement fédéral ou du gouvernement du Manitoba, ou du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il y a une présomption de culpabilité lorsqu'il est question d'un organisme gouvernemental ou d'une organisation reconnue.

Je suppose qu'ils ont une raison pour agir ainsi—je connais beaucoup de journalistes et j'ai une grande admiration pour eux et pour beaucoup de directeurs de journaux—que ce soit une chaîne de journaux ou un seul journal local, ils doivent montrer qu'ils ne font pas partie des gens en place même si en réalité ils en font partie. Comment y réussir? En attaquant tout ce qui existe. Je crois que très souvent les journaux—peut-être moins la télévision et la radio—se considèrent eux-